

Les Vals du Dauphiné - Communauté de communes
Extrait du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 7 JUILLET 2022

L'an deux mille vingt-deux et le sept juillet, à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire se réunissait en les locaux de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné - 22, Rue de l'hôtel de ville- La Tour du Pin sur la convocation et sous la présidence de Madame Magali GUILLOT, Présidente.

Date de la convocation : 28 juin 2022

Présents (50) : Elham AOUN, Catherine ANGELIN, Bernard BADIN, Christelle BAS, Danielle BISILLON, Patrick BELMONT, Luc BLANCHET, Patrick BLANDIN, Jean-Marc BOUVET (à son arrivée à 19h10), Christophe BROCHARD, Gilles BOURDIER, Edith CHAMBAZ-RAMBAUD, Michel CLEYET-MERLE, Raymond COQUET, Edmond DECOUX, Jean-François DELDICQUE, Claire DURAND, Vincent DURAND, Isabelle FERROUD, Jean-Michel FERRUIT, Marie-Christine FRACHON, Jacques GARNIER, Gisèle GAUDET, Max GAUTHIER, Jacqueline GUICHARD, André GUICHERD, Philippe GUERIN, Magali GUILLOT, Delphine HARTMANN, Philippe LATOUR, Frédéric LELONG, Ludovic LEPRETRE, Joëlle MAGAUD, Corinne MAGNIN, Roger MARCEL, Gérard MATHAN, Laurent MICHEL, Cédric MILANI, Noëlle MOREL, Jean-Paul PAGET (à son arrivée à 19h26), Jean-François PILLAUD-TIRARD, Fabien RAJON (à son arrivée à 20h16), Céline REVOL, Jean-Louis REYNAUD (à son arrivée à 19h06), Michel REYNAUD, José RODRIGUES, Michel SERRANO, Corinne TIRARD, Thérèse TISSERAND, Daniel VITTE.

Excusés/absents (4) : François BOUCLY, Benjamin GASTALDELLO, Jean-Pierre LOVET, Véronique SEYCHELLES.

Jean-Marc DAMAIS est remplacé par Gisèle GAUDET.

Nicolas SOLIER est remplacé par Edith CHAMBAZ-RAMBAUD.

Pouvoirs (6) : Valérie ARGOUD donne pouvoir à Ludovic LEPRETRE, Alain COURBOU donne pouvoir à Patrick BLANDIN, Joëlle BATTIER donne pouvoir à Christophe BROCHARD, Jean-Paul BONNETAIN donne pouvoir à Delphine HARTMANN, Estela GARCIA donne pouvoir à Vincent DURAND, Géraldine STIVAL donne pouvoir à José RODRIGUES.

Le Conseil, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, désigne comme secrétaire de séance, Laurent MICHEL.

SOUS-PREFECTURE

19 JUIL. 2022

LA TOUR-DU-PIN

Délibération n°2022-170

OBJET : Développement territorial - Urbanisme - Délégation du Droit de Prémption Urbain à l'Établissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) pour la Commune de Saint-Victor de Cessieu

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'urbanisme et plus précisément ses articles L.210-1, L.211-2 et L.213-3,
Vu les statuts de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné, compétente en matière d'élaboration des documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales,
Vu la délibération n°180-17-180 en date du 1er juin 2017 portant sur le protocole de coopération avec l'EPORA, donnant les priorités d'intervention de l'Etablissement à l'échelle intercommunale des Vals du Dauphiné,
Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Habitat du 31 mai 2022,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire,

Madame Thérèse TISSERAND, Vice-présidente en charge de l'urbanisme et de la politique agricole, indique que la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné est compétente en matière d'élaboration des documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales.

A la suite, Thérèse TISSERAND rappelle que, lorsqu'une Communauté de communes devient compétente étant donné la loi ou du fait de ses statuts, pour l'élaboration des documents d'urbanisme, elle devient également compétente de plein droit pour instaurer et exercer le Droit de Prémption Urbain (DPU). La Commune perd alors les attributions qui lui ont été conférées pour mettre en œuvre le DPU.

Puis, Thérèse TISSERAND indique que plusieurs secteurs de la commune de Saint-Victor de Cessieu ont été identifiés comme stratégiques pour permettre à la Commune d'atteindre ses objectifs de renouvellement urbain. La commune de Saint-Victor de Cessieu a sollicité l'EPORA pour l'accompagner dans la définition d'un projet et saisir l'opportunité foncière en cas de mise en vente de sites identifiés dans ces secteurs stratégiques. C'est notamment l'objet d'une convention de veille et de stratégie foncière conclue entre l'EPORA, la commune de Saint-Victor de Cessieu et la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné.

Afin que l'EPORA puisse exercer pleinement ses missions prévues dans le cadre de la convention d'étude et de veille foncière, il est nécessaire de lui déléguer l'exercice du Droit de Prémption Urbain. La Communauté de communes Les Vals du Dauphiné demeure le titulaire principal du DPU et c'est donc bien cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) qui a la capacité de le déléguer à nouveau à l'EPORA.

Le Code de l'urbanisme offre en effet la possibilité au titulaire du DPU de déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un Etablissement public ayant vocation ou à un concessionnaire d'une opération d'aménagement.

Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire.

L'EPORA étant un établissement public foncier d'Etat, il rentre donc dans ce cadre juridique et peut tout-à-fait bénéficier d'une délégation de DPU. En l'occurrence, cette délégation du DPU à l'EPORA interviendra sur le périmètre de la convention d'études et de veille foncière et plus précisément sur tous les périmètres d'étude et de veille renforcés, instaurés dans le cadre cette convention.

La Communauté de communes étant compétente en matière de DPU grâce à sa compétence « élaboration des documents d'urbanisme », cette dernière est compétente pour déléguer le DPU à l'EPORA.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la MAJORITE ABSOLUE (55 pour, 0 opposition, 1 abstention),

AUTORISE la Présidente, ou en cas d'empêchement un Vice-président, à déléguer l'exercice du Droit de Prémption Urbain sur le périmètre de la convention de veille et de stratégie foncière sis sur la commune de Saint-Victor de Cessieu à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au Code de l'Urbanisme, dans les conditions suivantes :

- Déléataire : Établissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) ;
- Périmètre : Périmètre de la convention de veille et de stratégie foncière et plus précisément les périmètres d'étude et de veille renforcés instaurés dans le cadre de cette convention.

AUTORISE la Présidente, ou en cas d'empêchement un Vice-président, à signer, au nom et pour le compte de la Communauté de communes, toute pièce de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an qu'en tête.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le Tribunal administratif de Grenoble peut être saisi, par voie de recours formé contre la présente délibération, via l'application « Télérecours Citoyens » sur le site www.telerecours.fr, pendant un délai de deux mois à la date de la publication et/ou notification.

Acte rendu exécutoire par :
- télétransmission en Préfecture/
réception en Sous-préfecture
le
- publication et/ou notification
le

Pour copie conforme.

La Présidente,



Magali GUILLOT

SOUS-PREFECTURE

19 JUL. 2022

LA TOUR-DU-PN